

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 28 - MARS 2023



# SOMMAIRE

---

**3** **EUROPE**  
*par Clémence FROMONT, Bastien POULIQUEN*  
*- correction par Clémence FROMONT*

---

**6** **MOYEN ORIENT**  
*par Amandine PRINTZ, Alexis TOESCA, Alichane PIERRALY*  
*- correction par Louis PICOULEAU*

---

**9** **AFRIQUE**  
*par Maxime DUPINET et Arnaud LECHENE*  
*- correction par Arnaud LECHENE*

---

**12** **ASIE**  
*par Rodolphe UGUEN, Charly HURIER, Léane MARTIN*  
*- correction par Clémence FROMONT*

---

**15** **AMÉRIQUES**  
*par Bertille RASCHKE, Élina QUILLET*  
*- correction par Bertille RASCHKE*

---

**18** **AEROSPACE & CYBERSECURITY**  
*par Pierre HODOUIN*  
*- correction par Jade DELHAYE*

---

**20** **ARMEMENT**  
*par Kerian HUERTAS*  
*- correction par Loris CORNUAULT*

---

**RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION**  
*Clémence FROMONT et Loéva HUBERT*

## LE ROYAUME-UNI ENVERRAIT DES CHARS À L'UKRAINE

Depuis le début de la guerre en Ukraine, il y a maintenant plus d'un an, les forces européennes ont tenté de se conjuguer pour apporter une aide humanitaire, financière et militaire au pays attaqué. Dans un premier temps, l'OTAN a livré d'anciens chars soviétiques puis la France a annoncé la livraison d'AMX-10RC. Enfin, c'est cette semaine que l'armée britannique a annoncé qu'elle pourrait donner des chars de type challenger 2.

« L'armée ukrainienne a besoin de plus d'armes et d'équipements si elle veut maintenir son élan [contre les forces russes]. L'Ukraine a besoin de nos chars et de nos canons maintenant. Je sais qu'elle en fera bon usage. Et il ne peut y avoir de meilleure cause. Mais il est aussi vital de restaurer notre capacité de combat » et l'aide fournie à Kiev « offre également l'opportunité d'accélérer sa modernisation et sa transformation », avait commenté le général Patrick Sanders, le chef d'état-major de la British Army.

L'ambassadeur ukrainien en Grande-Bretagne a annoncé que l'offre des Britanniques serait multipliée, et donnerait 28 chars à l'Ukraine. Si l'armée n'a pas encore confirmé ces propos, elle ne les a pas non plus niés. Le débat est là de connaître la disponibilité de ces chars, encore floue.

Les débats au sein des armées sont ouverts, alors que des rapports officiels sont produits, rapportant que certaines puissances qui viennent en aide à l'Ukraine, ne tiendraient pas elles-mêmes en cas de conflit de haute intensité.

La question revient encore à l'utilisation de ces armes et de ces véhicules donnés. Les militaires ukrainiens ne sont pas formés et n'ont pas l'habitude de travailler sur ce matériel, alors la question de l'utilité de tous ces moyens mis en place se pose.

Clémence FROMONT



# EUROPE

## EXERCICE ORION 23

Le 21 février 2023 a débuté la phase 2 de l'exercice ORION 23 visant à préparer les armées françaises aux conflits de haute intensité. Cette opération à grande échelle (14 départements français) qui engage 7000 militaires français a été prévue depuis 2020 suite à l'invasion russe en Ukraine. Le scénario d'engagement semble en effet présenter certaines similitudes. De fait, un État ennemi puissant (« Mercure ») aurait déployé des milices séparatistes sur le territoire de l'« Arnland », forçant Paris à intervenir afin d'installer une tête de pont dans une zone contrôlée par l'ennemi.

L'opération principale de l'exercice ORION est un débarquement amphibie de 700 militaires et 150 véhicules à Sète, accompagnés d'une vaste opération aéroportée. Le débarquement a été opéré par les PHA (Porte-Hélicoptère Amphibie) Tonnerre et Mistral. Cette opération avait également un intérêt naval, par la réaffirmation de l'importance de la guerre des mines.



En effet, le FORAD (« forces adverses ») avait au préalable miné certaines zones stratégiques du littoral d'Occitanie. Il a ainsi fallu pour la task force 471 mener des opérations de repérage, puis de destruction (via des plongées sous-marines nocturnes), afin de « blanchir » ces secteurs. Au global, une dizaine de mines d'exercices ont été neutralisées en environ 70 heures (5 nuits de travail).



## EXERCICE ORION 2 (SUITE)

Le général Frédéric Chiffot, directeur de l'opération, s'est exprimé dans une interview : « La particularité c'est que c'est un entraînement combiné, non seulement amphibie mais aussi avec des opérations aéroportées. Ce sont des opérations des forces spéciales, d'infiltration. Donc ça veut dire du renseignement, des actions cyber pour ne pas être découvert. On crée de l'agitation dans d'autres zones pour leur faire croire qu'on va débarquer dans une autre région, et pour donc créer cette surprise ici. La nouveauté de cet entraînement, c'est qu'on met tout le monde ensemble. On a combiné à peu près 40 exercices en même temps. »



L'exercice ORION a également intégré des armées étrangères (notamment au sein des forces adverses) : aéronefs et bâtiments allemands, américains, britanniques, espagnols, grecs, italiens et hollandais ; ainsi qu'une compagnie du 2e bataillon du Royal Gurkha Rifles britannique et des *marines* américains au sol.

L'objectif était de favoriser les capacités d'interopérabilité des armées françaises tout en renforçant sa crédibilité comme nation-cadre d'une coalition. Cet exercice, qui a pris place dans tous les domaines classiques (terre, mer, air) ainsi que dans le spatial et le cyber, a été déclaré comme « exercice d'intérêt » de l'Alliance Atlantique.

*Bastien POULIQUEN*



# MOYEN-ORIENT

## L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE ET L'IRAN : L'OBJECTIF DE « RELANCER LE DIALOGUE »

Nouveau rebondissement dans le dossier du nucléaire iranien. Alors que le dossier était au point mort de la sortie des États-Unis en 2018 de l'accord de Vienne, prévoyant une levée progressive des sanctions imposées à l'Iran en échange du contrôle de son programme nucléaire, l'espoir semble permis. Depuis le retrait américain, l'Iran avait largement dépassé les taux d'enrichissement en uranium autorisé par l'accord de 2015, frôlant les 60%, contre moins de 5% autorisés par l'accord. Malgré une volonté américaine et iranienne de revenir à la table des négociations pour un nouvel accord, les deux partis n'arrivaient pas à trouver un quelconque accord.

Or, vendredi 3 mars 2023, le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, s'est rendu en Iran afin de s'entretenir avec des hauts responsables iraniens. Cette visite a été organisée en urgence après la découverte, en février, dans l'usine de Fordo, de taux d'enrichissement d'uranium assez élevé pour fabriquer une bombe atomique.



L'Iran s'est défendu en pointant des variations involontaires dans son programme nucléaire civil et nie vouloir acquérir la bombe nucléaire. Selon certaines sources, Rafael Grossi aurait obtenu de Téhéran un renforcement des inspections de l'agence et un renforcement des systèmes de surveillances comprenant les caméras de vidéosurveillances. L'objectif étant de « relancer le dialogue » qui est au point mort depuis 2018. Plusieurs pays dont la France et les États-Unis se sont dits inquiets de ces découvertes et ont réitéré leurs craintes de voir Téhéran se doter de l'arme nucléaire. De son côté Téhéran affirme défendre ses droits nationaux. Si l'Iran réussissait à se doter de l'arme nucléaire cela relancerait de façon inéducable la course aux armes nucléaires, en particulier chez ses voisins : l'Arabie Saoudite et Israël. Cela pourrait considérablement déstabiliser la région en lançant une escalade de la militarisation du nucléaire dans un système de dissuasion jusqu'alors efficace.

*Amandine PRINTZ*

# MOYEN-ORIENT

## JORDANIE : DES POURPARLERS ENGAGÉS ENTRE ISRAËL ET PALESTINE POUR STOPPER LES VIOLENCES

Des représentants palestiniens et israéliens ont entamé dimanche 5 mars une rencontre « politico-sécuritaire » dans la ville jordanienne d'Aqaba. C'est une première depuis des années. Après plusieurs jours de violences meurtrières, une réunion a débuté dimanche à Aqaba entre palestiniens et israéliens avec une participation régionale et internationale pour discuter de la situation dans les territoires palestiniens, a indiqué la télévision d'État jordanienne. De hauts responsables jordaniens, égyptiens, israéliens, palestiniens et américains, ont participé à cette réunion et, après des discussions approfondies et franches, ils ont affirmé la nécessité de s'engager dans la désescalade sur le terrain et de prévenir toute nouvelle violence, selon un communiqué présenté en huit points. La Jordanie se positionne comme le pays au Moyen-Orient servant d'intermédiaire entre les deux camps dans le conflit Israélo-Palestinien.

À l'issue des pourparlers, le gouvernement israélien et l'Autorité nationale palestinienne ont confirmé conjointement d'arrêter les mesures unilatérales pendant une période de 3 à 6 mois. Cela inclut un engagement israélien à cesser de discuter de l'établissement de nouvelles unités de colonisation pendant une période de 4 mois, de ne pas légaliser les colonies sauvages, durant une période de 6 mois, selon le texte. Le Hamas a condamné dans un communiqué la participation de l'Autorité palestinienne, jugeant la rencontre avec les sionistes comme une rupture avec le consensus national palestinien, un mépris pour le sang des martyrs, une tentative ouverte de dissimuler les crimes de l'occupation, et un feu vert pour commettre d'autres violations contre « notre peuple, notre terre et nos lieux saints ». Les intérêts du Hamas dans le conflit exposent une division palestinienne dans la résolution de l'escalade.

*Alexis TOESCA*



# MOYEN-ORIENT

## LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE ÉMETTENT DES SANCTIONS AUX TALIBANS ET À L'IRAN LORS DE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Mercredi 8 mars dernier, le Ministre des Affaires étrangères, James Cleverly a annoncé émettre de nouvelles sanctions contre les auteurs de violations des droits de l'Homme. Des pays tels que l'Iran, la Syrie ou encore l'Afghanistan sont visés. Ces sanctions visent notamment les personnels militaires qui ont supervisé plusieurs formes de violences contre les femmes, notamment dans les conflits comme en Syrie. Le ministère britannique des Affaires étrangères a également annoncé que les institutions du gouvernement iranien étaient aussi visées, notamment par le fait qu'elles avaient la charge de faire respecter les codes vestimentaires obligatoires pour les femmes avec une force déraisonnable.

Lundi 6 mars, l'UE a aussi imposé plusieurs restrictions contre diverses personnes qui ont abusé des droits des femmes. Par exemple, deux ministres talibans sont visés : Nida Mohammad Nadim et Cheick Mohammed Khalid. Tous deux sont à l'origine des différents décrets qui ont contraint les femmes à l'accès à l'enseignement supérieur et à la ségrégation sexuelle dans les espaces publics que les talibans ont mis en œuvre depuis 2021.



La Ministre des affaires étrangères a notamment rendu hommage aux femmes de ces pays en disant « Je pense à Mahsa Amini, à qui j'ai remis, avec la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock, le Prix franco-allemand des droits de l'homme à titre posthume ». Mahsa Amini est morte lors de son garde à vue en septembre dernier après avoir été arrêtée suite à son hijab « indûment » porté. Cela a déclenché des manifestations sans précédent contre le régime iranien.

Alichane PIERRALY



# AFRIQUE

## UN « GRAND REMPLACEMENT » TUNISIEN ?

Dans un discours prononcé au mois de février dernier, le président tunisien Kais SAIED a dénoncé l'arrivée de « hordes de migrants clandestins » sur son territoire, les tenant pour responsables d'une augmentation des actes criminels et de violence. Ces déclarations ont déclenché une véritable chasse à l'homme dans le pays et une vague sans précédent de racisme à l'encontre de ces populations d'Afrique subsaharienne. Traqués, licenciés et même frappés par diverses bandes qualifiées de « voyous », les ressortissants de ces pays ont pu bénéficier d'un pont aérien programmé dans l'urgence pour

les rapatrier chez eux. Face au tollé international ayant suivi les propos du président de la République, le gouvernement tunisien a tenté de jouer l'apaisement en rappelant que leur pays a été l'un des fondateurs de l'Unité Africaine, devenue depuis l'Union Africaine, arguant également qu'il a toujours soutenu les mouvements de libération nationale et défendu les populations opprimées. En ce sens, il a été décidé de « délivrer des cartes de séjour d'un an aux étudiants ressortissants de pays frères africains pour faciliter leur séjour et leur permettre de renouveler périodiquement leurs documents ».



La Tunisie, au même titre que les autres pays du Maghreb, constitue un point de passage obligé pour toute personne souhaitant migrer en Europe. Cependant, la récente prise de fonction de la candidate d'extrême droite, Giorgia Meloni, à la tête du gouvernement italien a changé la donne. Celle-ci a en effet fortement durci les conditions d'accueil des migrants « clandestins » débarquant sur les côtes italiennes. De plus en plus de personnes se retrouvent donc bloquées aux portes de l'Europe et se voient dans l'obligation de rester, temporairement ou non, dans ces pays initialement de passage, venant ainsi alimenter le sentiment de racisme à leur égard. Dans le même temps, ces flux migratoires continuent d'être alimentés par des réfugiés fuyant la reprise de terrain opérée par les groupes armés terroristes dans la bande sahélo-saharienne. Ce regain de violence laisse craindre que la situation ne soit pas près de se stabiliser dans la partie nord du continent africain.

Maxime DUPINET

# AFRIQUE

## LES FORCES DE SÉCURITÉ MALIENNES ANNONCENT LA NEUTRALISATION DE 153 TERRORISTES EN FÉVRIER

Dans le cadre d'actions conjointes entre les FAMa (Forces armées maliennes) et les FDS (Forces de défense et de sécurité), les forces armées ont annoncé la neutralisation de 153 terroristes et de l'arrestation de 76 autres. Ces actions s'inscrivent dans les 84 missions offensives effectuées par les FAMa et les FDS pendant le mois de février, pendant l'opération Kélétiogui et le plan Maliko, a annoncé la DIRPA (Direction de l'information et des relations publiques de l'armée).

Ces opérations se sont déroulées vers les axes Gao-Labbezanga-Gao et l'axe Ménaka-Gao, proche de la frontière avec le Niger à l'est du Mali. Comme l'a présenté la DIRPA, les FAMa ont effectué 23 opérations aéroportées, 36 missions de reconnaissance, 16 missions de frappes aériennes, 6 missions de frappes de drones et 3 opérations de frappes d'artillerie. Ces actions ont permis la saisie des réserves de riz et de bétail des terroristes. Cependant, certains doutes ont été exprimés concernant la vérité de ces chiffres, certains accusant la junte au pouvoir d'effectuer une campagne de propagande, alors même que la situation sécuritaire reste dégradée au nord du Mali.

*Arnaud LECHENE*



# AFRIQUE

## SOMALILAND : LA BATAILLE DE LAS ANOD

Ayant déclaré son indépendance en 1991 vis-à-vis de la Somalie, le Somaliland n'est pas un État reconnu par la communauté internationale. Cette sécession est une des nombreuses crises auxquelles doit faire face la Somalie, en plus, de la famine et de l'insurrection du groupe terroriste al-Chabab au sud du pays. La région est la ville de Las Anod est un carrefour économique et commercial, d'où son importance pour les deux acteurs. En février, de nombreux combats ont eu lieu dans la ville stratégique au sud du Somaliland entre les forces indépendantistes et les loyalistes.



De ce fait, le maire de la ville de Las Anod, Abdirahim Ali Ismail, a annoncé la mort de 210 civils et 680 blessés lors des combats de février. A ces chiffres s'ajoute la fuite de 200 000 habitants de la ville. En plus des combats au sol entre les différents acteurs, les civils doivent faire face aux bombardements aériens visant les installations du gouvernement du Somaliland. Ces combats ont fait l'objet d'une déclaration commune du Qatar, de la Turquie, des Émirats Arabes Unis, de la Grande-Bretagne et des États-Unis dans laquelle ces pays dénoncent les violences envers les civils début mars.

*Arnaud LECHENE*

## OPÉRATION « COBRA GOLD »

Du 27 février au 10 mars se déroulait l'exercice militaire « Cobra Gold » en terre thaïlandaise. Il s'agit du plus important exercice d'Asie, comptant 7 participants majeurs : Le Japon, la Thaïlande, la République de Corée, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et les États-Unis. Certains États étaient aussi présents, comme la Chine et l'Inde, sur quelques rares exercices d'aides humanitaires, tandis que d'autres ne sont sur place qu'en statut d'observateur, tels que l'Allemagne ou la Suède.

Si cet exercice se déroule en Thaïlande dans la région indopacifique, les membres du G1's restent prioritaires (forces armées américaines). Pour le 42e anniversaire de la manœuvre, les américains sont venus nombreux : près de 6000 américains sur un total de 7394 militaires. Le but de ces objectifs conjoints est de renforcer la ceinture d'alliance entravant la Chine, l'empêchant ainsi d'accéder aux océans directement. Les militaires, par leur simple présence, envoient un message fort sur le continent asiatique, et dans le même temps renforcent leurs alliances en partageant leurs connaissances du combat.



Ces deux semaines d'exercices de mise en situation est l'occasion de parfaire les capacités militaires, d'apprendre de nouvelles habilités, ainsi que de partager les différents savoirs. Pour accompagner au mieux les opérations, les armées conventionnelles ont réquisitionné plusieurs véhicules, appartenant aux trois branches de l'armée. On y retrouvait des aéronefs, des hélicoptères, des véhicules amphibies. Des instructeurs spécialisés ont également apporté leur savoir aux soldats, comme le champion de boxe Mhay Thai Buakaw. Cette pratique du sport national dénote par la même occasion un rapprochement entre les deux armées, apportant à l'exercice une touche personnelle. Cette opération du Cobra Gold est avant tout un exercice visant à affronter la jungle, les milieux hostiles et de manière poussée, la manipulation des serpents.

Rodolphe UGUEN

## INDE : NOUVEAU TEST DE MISSILE SURFACE-AIR RÉUSSI POUR LA MARINE INDIENNE

Depuis près de 5 ans maintenant, le nom de l'Inde revient souvent lorsque sont évoqués les progrès et les avancées dans l'armement et dans les technologies militaires. En effet, le mardi 7 mars, la marine nationale indienne réussissait un nouveau test de missile surface-air depuis le destroyer INS Visakhapatnam. « *La marine indienne a entrepris avec succès le tir du MRSAM depuis l'INS Visakhapatnam, validant la capacité d'engager des missiles antinavires* », a tweeté le porte-parole de la marine indienne.

Ce dernier tir d'essai a été effectué deux jours après un autre test de tir, réussi aussi, de la Marine indienne qui a effectué l'essai de la version du missile supersonique BrahMos tiré depuis un navire. « *La marine indienne réussit une frappe de précision dans la mer d'Oman par un missile BrahMos tiré depuis un navire* », a déclaré dimanche la marine de l'Inde, ajoutant que le missile testé avait un « *système d'acquisition et un propulseur de manufacture locale* ».



Comme rappelé précédemment, l'Inde est cœur de nombreuses discussions lorsque le sujet des progrès militaires est mis sur la table. En effet, le pays semble avoir fait de ce champ d'action une de ses priorités. Le pays semble de plus en plus impliqué militairement, dans un premier temps sur le continent asiatique mais aussi au niveau mondial.

En décembre 2018, l'Inde signait un contrat pour une vente d'armes avec la Russie. Le président Vladimir Poutine s'était entretenu avec le premier ministre indien Narendra Modi, lors de sa visite officielle en Inde. L'enjeu de ce sommet était un contrat pouvant dépasser les 5 millions de dollars pour la vente de systèmes antiaériens S-400 russes, contrat qui a de fait inquiété Washington et d'autres puissances occidentales, la Russie étant mal perçue depuis l'invasion en Ukraine et son implication dans les élections américaines. La signature de ce contrat avait pour but de renforcer les liens entre pays des BRICS.

Charly HURIER

## LA CORÉE DU NORD DURCIT LE TON

Ce mardi 7 mars, les institutions internationales garantes de la sécurité globale tremblent sous le poing nord-coréen. Dans un communiqué de presse nationale, Kim Yo Jong, dont l'ascension dans la sphère politique ne fait que renforcer le pouvoir de la dynastie des Kim, affirme la position de la République Populaire Démocratique de Corée dans le bassin asiatique, face au rapprochement de Washington et Séoul.

Durant ces derniers mois, les États Unis n'ont cessé d'accroître leurs partenariats militaires dans la région, et plus particulièrement avec la Corée du Sud qui, honorant son engagement envers le Traité de Non-Prolifération Nucléaire, voit son territoire menacé par les essais balistiques de son voisin. Dans ce contexte flou, l'autocrate Kim Jun Un a condamné le silence de l'ONU sur le caractère agressif de ces exercices conjoints. En effet, à l'aube des manœuvres « Ulchi Freedom Shield » prévoyant le déploiement de bombardiers aériens B-52 en simulation d'invasion, le Pyong Yang rappelle que « l'Océan Pacifique n'est pas sous domination étasunienne » et que « toute tentative extérieure d'interruption de ses essais nucléaires serait interprétée comme une déclaration de guerre à laquelle la RDPC promet de répondre ».



Du côté de la Corée du Sud, les sondages auprès de la population montrent une opinion publique largement favorable au développement de leur propre arsenal nucléaire en plus de la protection étasunienne, afin d'être en mesure de répondre, dans le cadre de la légitime défense, à son voisin guerrier.

Léane MARTIN

# AMÉRIQUES

## 2023 : ENTRE ÉLECTIONS ET CORRUPTION

Ce mercredi 22 février, le procureur général d'Équateur a annoncé une demande d'inculpation de l'ancien président Lenín Moreno (2017-2021) ainsi que d'une dizaine d'autres hauts fonctionnaires d'Etat, pour corruption présumée autour de la construction de la centrale hydroélectrique Coca Codo entre 2009 et 2018. Ce n'est pas la première fois que les plus hautes figures de l'Etat équatorien sont visées par la justice pour corruption. En avril 2020, l'ancien président Rafael Correa (2007-2017) était lui aussi condamné à 8 ans de prison ainsi qu'à une inéligibilité pendant 25 ans.



Dépassant les simples frontières de l'Équateur, le problème de la corruption politique s'étend à l'entièreté du continent sud-américain. En effet, ces dernières années, de nombreux chefs d'Etat sud-américains se sont retrouvés ébranlés par des scandales de corruption. Dans un contexte d'année d'élections dans trois pays du continent : Argentine, Guatemala et Paraguay, les discours anticorruption galvanisent. En effet, repris par de nombreux candidats, les promesses de lutte contre la corruption et le clientélisme deviennent un slogan fortement mobilisateur. Pourtant, certains candidats eux-mêmes semblent entachés par des scandales de corruption.

Au Paraguay, le ministre des finances, Santiago Peña Cartes, fut en octobre 2022 l'objet d'une enquête du Congrès paraguayen l'accusant d'être « à la tête d'un vaste réseau de contrebande de cigarettes et de blanchiment d'argent présumé ». Au Guatemala, la secrétaire générale du parti de centre gauche Unidad Nacional de la Esperanza (UNE) et ancienne première dame, Sandra Torres, est surveillée par les autorités guatémaltèques pour corruption également.



Enfin en Argentine, le président Alberto Fernández, espérant briguer un second mandat, se retrouve rattrapé par les affaires de corruption de sa vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner. Reconnue en décembre 2022, coupable d'« administration frauduleuse » concernant l'attribution de marchés publics dans son fief politique de Santa Cruz, l'ancienne présidente (2007-2015) a été condamnée à 6 ans de prison et à l'interdiction à vie d'exercer une fonction publique. Cette condamnation vient rebattre les cartes d'une élection argentine donnée il y a quelques mois, très favorable au duo Fernández/Fernández.

Bertille RASCHKE

# AMÉRIQUES

## BELGIQUE — ÉQUATEUR : UN PROTOCOLE POUR LUTTER CONTRE LES TRAFICS

Le 27 février 2023, les ministres de l'Intérieur respectifs de la Belgique et l'Équateur ont signé un protocole de coopération policière à Quito. Ce protocole a pour objectif de renforcer la collaboration entre les deux pays afin de lutter contre le trafic international de drogue et le crime organisé, mais pas seulement.

En effet, ce protocole pourrait s'appliquer à d'autres crimes comme le trafic d'êtres humains. Cette coopération Belgique/Équateur fait suite à l'interception, le 26 février, de près de neuf tonnes de cocaïne dissimulées dans des conteneurs à bananes. La technique de dissimulation des cargaisons dans des stocks de bananes n'est pas nouvelle : déjà en 2021, un sondage démontrait que 61% de la marchandise était transportée de cette façon. Parti du port de Guyaquil à destination de la Belgique, ce chargement représenterait, d'après la police équatorienne, l'équivalent de 330 millions de dollars, une saisie record.

La coopération entre les deux pays n'est pas nouvelle, mais cet événement a mis en lumière le besoin de renforcer les moyens préexistants. Dans la majorité des cas, les analyses ont démontré que les cargaisons de drogues provenant d'Équateur ont pour point de chute la Belgique (18 % sur 201 tonnes de drogue). En effet, l'Équateur est surtout utilisé en tant que point de transit pour les cargaisons de cocaïne à destination des États-Unis ou encore d'Europe d'après le président équatorien Guillermo Lasso.



Ce protocole inclut donc plusieurs mesures comme des formations plus approfondies des agents de l'État, l'échange de pratiques et d'informations et la coordination des enquêtes. La ministre de l'Intérieur belge, Annelies Verlinden, a même évoqué un plan d'action conjoint pour les deux années à venir. Les chiffres sont alarmants : 31 tonnes de cocaïne ont déjà été saisies depuis le début de l'année 2023. Il apparaît donc nécessaire d'agir à la source : puisque, bien que les principaux producteurs de cocaïne au monde soient la Colombie et le Pérou, l'Équateur est devenu la plaque de transit de la drogue ayant intercepté la plus grande quantité de stupéfiants en 2021.

*Eлина QUILLET*



# AMÉRIQUES

## SALVADOR : UNE NOUVELLE « MÉGA PRISON »

Le 15 février le président du Salvador Nayib Bukele annonce la prolongation de l'état d'urgence mis en place en mars 2022 après une flambée des homicides liés aux gangs. Le ministre de l'Intérieur, Gustavo Villatoro, a ensuite affirmé que l'état d'urgence resterait en place « jusqu'à ce que tous les criminels soient capturés ». Depuis l'initiative portée par l'administration du président en mars 2022, les autorités auraient arrêté plus de 64 000 d'individus accusés « d'association de malfaiteurs », passible de vingt à trente ans d'emprisonnement.

Il est nécessaire de préciser que la criminalité est endémique au Salvador : avec près de 2 % de sa population adulte derrière les barreaux, le Salvador a le taux d'incarcération le plus élevé au monde. En mai 2022, le taux de surpopulation dans les prisons du pays atteignait plus de 250 %. Ce manque de place dans les prisons du Salvador fut méticuleusement résolu par le président Bukele, qui inaugura ce vendredi 24 février « la plus grande méga prison des Amériques », conçue pour accueillir 40 000 détenus.



Ce « centre de confinement du terrorisme » ou plus vulgairement « méga-prison » sera selon le président Bukele la nouvelle maison des criminels « où ils vivront pendant des décennies, mélangés, incapables de faire plus de mal à la population ». D'après les premières études menées, les résultats de cette guerre contre le crime seraient positifs : en 2022, le nombre d'homicides a chuté de 57 %. Ces chiffres viennent rassurer la population qui est en large majorité favorable à la politique menée par le gouvernement. Selon une enquête réalisée par l'institut de sondage CID Gallup, 92 % de la population soutient l'état d'exception. Cette politique extrême fut également largement saluée dans la région : en effet, le gouvernement de Bukele a reçu les encouragements d'une large partie des leaders sud-américains.



Au Guatemala et au Honduras, pays particulièrement exposés à la violence, les citoyens ont organisé des marches en faveur de Bukele et ont acclamé les visites du président salvadorien dans le pays. Cependant, la répression du gouvernement salvadorien a alimenté les allégations de violations des droits de l'homme et de l'érosion des libertés démocratiques et individuelles dans le pays.

Bertille RASCHKE

# CYBERSÉCURITÉ

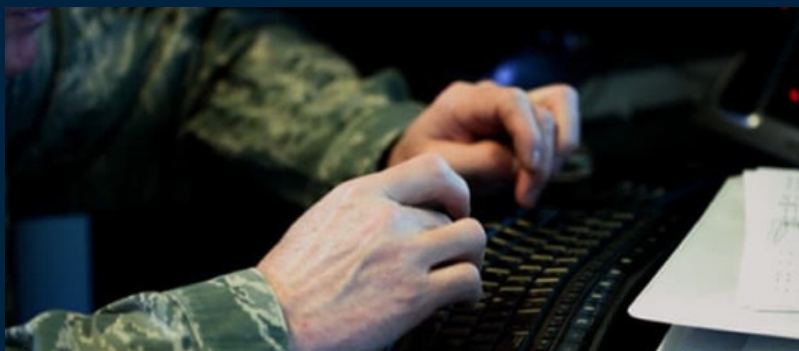
## LE CYBER AU CŒUR DE LA GUERRE : LA RUSSIE SUR LE FRONT NUMÉRIQUE

Cela fait maintenant un an que la Russie a envahi l'Ukraine. Sur le conflit cyber, ce serait plus de 4500 attaques menées contre l'Ukraine depuis le début de cette guerre selon Ilya Vityuk, chef des services cybersécurité ukrainien (SSU). Mais si le conflit a débuté il y a un an, cela fait maintenant des années que la cyberguerre a commencé. Ces nouvelles armes de guerre représentent une menace à laquelle notre époque ne cesse de chercher des solutions viables et durables. La Russie et l'Ukraine étaient toutes les deux dans les pays les mieux avancés en matière de cyber.



Moscou ciblerait particulièrement les secteurs de l'énergie, ainsi que la logistique, les installations militaires et les bases de données gouvernementales. La série de cyber-attaques russes a pour mission, entre autres, de priver les Ukrainiens d'électricité, de chauffage, de télécommunication et d'internet. En juillet 2022, c'est le plus grand acteur privé du secteur de l'énergie, DTEK, qui a été attaqué. Victor Zhora, l'un des hauts responsables de la cybersécurité ukrainienne, affirme que « leur centrale thermique a été bombardée alors même que leur raison d'entreprise était attaquée. C'est une attaque menée à la fois dans le domaine conventionnel et numérique ».

Certains groupes de hackers ont pris parti dès le début du conflit et prêté allégeance au Kremlin le 25 février, jour du lancement de l'invasion, comme l'organisation de cybercriminels Conti qui a déclaré qu'elle riposterait à toute cyber-attaque menée contre la Russie. Mais jusqu'à présent, la défense ukrainienne permet au front numérique de tenir et de ne pas ressentir les effets de cette cyberguerre. Selon le SSU, la Russie lancerait plus de 10 cyberattaques par jour et la plupart d'entre elles seraient déjouées. L'erreur de Poutine serait, selon le général Bonnemaïson à la tête du ComCyber (commandement de la cyberdéfense), « d'avoir voulu préserver les infrastructures car il pensait gagner la guerre en quelques jours et voulait les utiliser par la suite ».



Les nombreux alliés de l'Ukraine, aussi bien publics comme les États-Unis, que privées comme les GAFAM et SpaceX, ont permis une défense et une réactivité hors normes grâce notamment au réseau Starlink. De tous côtés les principaux acteurs restent prudents. La cyberguerre bat son plein et reste une arme devenue majeure dans ce conflit.

Pierre HODOUIN

# ARMEMENT

## LA GESTION DES STOCKS D'ÉQUIPEMENTS DANS LES PAYS OCCIDENTAUX

En un an, les États-Unis ont livré l'équivalent de 7 ans de production de missiles Javelin en Ukraine. Une telle disproportion entre la production et la consommation de matériel est tout aussi grave en Europe : par exemple l'envoi additionnel de 12 canons CAESAR à l'Ukraine, soit l'équivalent de six mois de production avant 2023. Devant cette demande frénétique de matériel, et le risque de devoir revenir à un modèle dit de haute intensité, une nouvelle controverse est apparue sur la gestion des stocks en France et dans les autres pays européens.

Naturellement, la faible proportion de stocks est due à des raisons budgétaires. Toutefois, elle est également due au contexte géopolitique avant le conflit en Ukraine, ayant imposé une doctrine de basse intensité des pays occidentaux.

Il faut d'abord considérer que la conception des armements européens a, depuis les années 50, reposé sur une approche dite « révolutionnaire » plutôt qu'incrémentale. L'idée est que dans le cadre d'un conflit armé avec l'URSS, les capacités de production européennes ne pouvant égaler les capacités soviétiques, ce différentiel de masse doit être égalisé par l'utilisation de matériel de meilleure qualité et donc plus onéreux.



Ainsi, les armées européennes cherchaient à équiper leurs armées avec les nouvelles solutions et les stocks étaient constitués par le matériel remplacé. Les commandes de matériel prévoyaient un nombre restreint d'armements supplémentaires qui constitueraient les stocks. Ces stocks n'étaient pas des réserves de matériel prêt à l'emploi, mais plutôt une réserve de véhicules dont on récupérerait les pièces détachées. Il revient en effet moins cher de désosser un char déjà produit et jamais utilisé que de passer commande de chaque pièce et entreposer des dizaines de pièces détachées en redondance.

Une part importante de la doctrine européenne de gestion des pièces de rechange, souvent dénoncée comme une imprudence, repose sur des modèles informatiques et statistiques prédictifs. En simple, chaque pièce subit une batterie de tests pour déterminer sa résistance et son espérance de vie. Avec ces données, on peut donc estimer quelles pièces ont plus tendance à se casser et donc à quelle fréquence il faut en commander. Si un tel système peut sembler utile pour prévoir les besoins réels, son utilisation reste cependant imparfaite. Aujourd'hui, ces moyens de contrôle sont principalement utilisés pour des commandes ponctuelles, afin de limiter les coûts, on ne commandera que certaines pièces dans un nombre limité. Certes, ce procédé a jusque-là fait ses preuves, il s'avère très performant pour détecter les pannes de matériels vieillissants. Mais un potentiel retour de la haute intensité fait s'interroger les officiers : les modèles mathématiques sont-ils vérifiés dans ce contexte ? Est-ce prudent de commander la portion congrue de nos besoins plutôt que de parier sur une redondance de nos réserves ? Pour l'instant, aucun modèle ne peut prédire les pertes.

En définitive, la modeste taille des stocks européens est due à une recherche d'optimisation de la production afin de réduire les coûts d'un matériel déjà cher à entretenir. Si les méthodes déployées ont prouvé leur efficacité en basse intensité, les exigences d'un conflit de haute intensité font s'interroger les armées et gouvernements.

*Kerian HUERTAS*

# SOURCES

## • EUROPE

### ○ **Le Royaume-Uni enverrait des chars à l'Ukraine.**

- L'indépendant : Guerre en Ukraine : Le Royaume-Uni va livrer deux fois plus de chars Challenger 2 que prévu aux troupes de Zelensky
- BFMTV : Guerre en Ukraine : la livraison de chars lourds challenger 2 peut-elle changer la donne pour Kiev ?
- Opex 360 : La British Army pourrait donner 14 chars Challenger 2 de plus à l'armée ukrainienne
- Capital : Quelles sont les capacités du char britannique Challenger-2 qui va être envoyé en Ukraine ?

### ○ **Exercice ORION 2**

- Ministère des armées : ORION 23 - La France, partenaire crédible et solidaire au service de la sécurité internationale
- Ministère des armées : ORION 23 – La guerre des mines au cœur des opérations amphibies
- France 24 : Exercice militaire "Orion" : une guerre fictive mais un vrai test pour l'armée française
- La dépêche : Défense : qu'est-ce que Orion 23, exercice militaire hors norme qui doit avoir lieu à Toulouse ?
- RFI : Avec Orion, l'armée française s'entraîne à un conflit de haute intensité

## • MOYEN-ORIENT

### ○ **L'Agence Internationale de l'Energie Atomique et l'Iran : l'objectif de "relancer le dialogue"**

- France 24 : Le chef de l'AIEA en Iran après la découverte d'uranium enrichi à un taux record – 03/03
- Le Point : L'Iran donne des gages aux inspecteurs de l'AIEA – 04/03

### ○ **Jordanie : Des pourparlers engagés entre Israël et Palestine pour stopper les violences**

- L'express : En Jordanie, Israéliens et Palestiniens s'engagent à "prévenir toute nouvelle violence" - 26/02/2023
- 20 minutes France : Jordanie : Engagements pris pour la « désescalade » pendant la rencontre entre Israël et Palestine - 26/02/2023
- Le Parisien : Pourparlers israélo-palestiniens dimanche en Jordanie après la flambée de violence - 26/02/2023

### ○ **Le Royaume-Uni et l'Union Européenne émettent des sanctions aux Talibans et à l'Iran lors de la célébration de la Journée internationale de femme**

- Al-Monitor : EU, UK sanction Iran, Taliban entities on International Women's Day - 08/03/2023
- Le Courrier Stratégique : UE : Des sanctions pour violences contre les femmes - 07/03/2023

# SOURCES

- **AFRIQUE**

- **Un "Grand remplacement" tunisien ?**

- Le Monde, L'Italie adopte un décret antimigrants, avec des amendes records pour ceux qui leur viennent en aide
- Kapitalis, Immigration africaine : le message d'apaisement de la Tunisie
- DW, Les causes du racisme envers les Noirs en Tunisie

- **Les forces de sécurité maliennes annoncent la neutralisation de 153 terroristes en février**

- french.people.cn, Mali : 153 terroristes tués dans différentes actions de l'armée en février
- Al24NEWS, Mali : 153 terroristes neutralisés et 79 interpellés
- IciLome.com, Mali-153 terroristes neutralisés en février (Armée)

- **Somaliland : la bataille de Las Anod**

- TV5monde, Somalie: 210 civils tués en 24 jours dans les combats au Somaliland
- Le Monde, Somalie : 210 civils tués en vingt-quatre jours dans les combats au Somaliland
- Le Télégramme, Somalie : 210 civils tués en 24 jours dans les combats au Somaliland

- **ASIE**

- **Opération " Cobra Gold "**

- LePetitJournal.com, Le boxeur thaïlandais Buakaw donne une leçon de Muay Thai aux Gis
- Le Courrier du Vietnam, Début de l'exercice "Cobra Gold" en Thaïlande
- RFI, Thaïlande: retour de «Cobra Gold», un des plus importants exercices militaires d'Asie

- **Inde : Nouveau test de missile surface-air A**

- Nouvelle Aube, La marine indienne teste avec succès un missile surface-air à moyenne portée
- L'actualité, L'Inde relance les milices civiles au Cachemire après des tueries visant les hindous
- TV5 Monde, Contrat de vente d'armes record entre l'Inde et la Russie

- **La Corée du Nord durcit le ton**

- The New York Time , "Biden to Host South Korean President for State Visit in April", 07/03/2023
- L'express, « La Corée du Nord met en garde Washington contre l'interception de ses missiles », 07/03/2023
- South China Morning Post, "North Korea warns US of 'declaration of war' if any missile shot down", 08/03/2023

# SOURCES

## • AMÉRIQUES

### ○ 2023 : entre élections et corruption

- Woodford. I, "Ecuador prosecutor asks for corruption charges against former president", *Reuters*. 22 février 2023
- Booth. A, "Argentina's Cristina Fernández sentenced to six years in \$1bn fraud case", *The Guardian*. 6 décembre 2022
- Delcas. M, « L'ancien président équatorien Rafael Correa condamné à huit ans de prison pour corruption », *Le Monde*. 8 avril 2020
- Meet the Candidates: Guatemala and Paraguay, *Americas Quaterly*, 19 janvier 2023

### ○ Belgique – Équateur : un protocole pour lutter contre les trafics<sup>A</sup>

- "Ecuador, Belgium sign deal to fight crime after mega cocaine bust", *Reuters*. 28 février 2023
- "Près de neuf tonnes de cocaïne à destination de la Belgique saisies en équateur", *Le Monde* avec AFP. 27 février 2023.

### ○ Salvador: une nouvelle "méga prison"

- Turcat. A. « Au Salvador, plus de 36000 personnes emprisonnées au nom de la lutte contre les gangs », *Ouest France*. 10 mai 2022
- Freeman. W. "Nayib Bukele's Growing List of Latin American Admirers", *Americas Quaterly*. 16 février 2023
- Renteria. N. and Kinoshian. S. "El Salvador vows gang crackdown will go on as citizens cheer safer streets", *Reuters*. 15 février 2023

## • CYBERSÉCURITÉ

### ○ Le cyber au cœur de la guerre : La Russie sur le front numérique

- Le Bulletin Cyber - Se préparer aux implications cyber du conflit Russie-Ukraine
- Cybersécurité : le dilemme des hackers russes, *Le Monde*, Sophy Caulier
- Russie-Ukraine : la cyberguerre a-t-elle vraiment eu lieu ?, *L'OBS*, Jacques de La Rivière, CEO de Gatewatcher, entreprise spécialiste de la cybersécurité
- Guerre en Ukraine : les cyber-attaquants, l'autre armée de Vladimir Poutine, *La Tribune*
- Guerre en Ukraine : Kiev accuse Moscou d'avoir mené plus de 4.500 cyberattaques en 2022, 20 minutes
- Ilya Vityuk: Ukraine is a shield against cyberattacks for the entire Western world, *The Odessa Journal*

## • ARMEMENT

### ○ La gestion des stocks d'équipements dans les pays occidentaux

- A : Podcast du collimateur : *Où sont les armes ? Les stocks militaires et la guerre d'Ukraine*, 10 janvier 2023
- B : *Stocks militaires : une assurance-vie en haute intensité ?* Etude de L'IFRI , 6 décembre 2022, Léo Peria-Peigné



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

